

Mélanges en l'honneur
de JEAN-JACQUES
DAIGRE

Autour du droit
bancaire et financier
et au-delà

JOLY
éditions

une marque de
lextenso

Le mutualisme bancaire entre subsidiarité et centralisation¹

Sébastien NEUVILLE

Professeur de droit à l'Université Toulouse Capitole (IDP EA 1920),

*Directeur du master de droit des affaires, parcours secteur financier
(banque, assurance, finance),*

Chargé de cours à l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences Po Paris)

1. Actualité du mutualisme. – Alors que de nouveaux défis se présentent au secteur financier (*fintechs*, *Blockchain*, *Brexit* ou remise en cause du *Dodd Frank Act*), n'est-il pas surprenant de s'arrêter sur un sujet semblant largement connu et *a priori* passablement poussiéreux ? Effectivement, l'histoire du mutualisme est ancienne : ce mode de gouvernance remonte aux jurandes, corporations et autres groupements de compagnons qui ont prospéré au Moyen Âge ; et il s'est ensuite surtout développé en dehors et en complément du modèle capitaliste.

Pourtant, l'idée de mutualisme est à mettre en parallèle avec des termes qui ont une connotation probablement plus contemporaine. Tel est le cas de la collaboration, de l'entraide et de la solidarité. Et, en effet, avec le développement actuel de l'économie collaborative, ces mots ont retrouvé des couleurs. De même, certains avaient pu proposer des théories solidaristes en matière contractuelle, et la réforme récente du droit des contrats leur a, en partie, donné raison.

2. Banques mutualistes ou coopératives. – En matière bancaire, il n'est pas aisé de distinguer les banques mutualistes et les banques coopératives. Elles sont d'ailleurs regroupées dans le Code monétaire et financier dans un chapitre II intitulé « Les banques mutualistes ou coopératives », lequel comprend neuf sections à partir de l'article L. 512-1. Ce premier article ne comprend d'ailleurs pas de définition de cet ensemble. Il faut se reporter au titre I intitulé « Prestataires de services bancaires » pour observer que l'article L. 511-1 – premier article de ce titre – établit une distinction entre les établissements de crédit et les sociétés de financement, tandis que l'article L. 511-9 précise que « les établissements de crédit sont agréés en qualité de banque, de banque mutualiste ou coopérative, de caisse de crédit municipal, de société financière ou d'institution financière spécialisée ». Il est ensuite ajouté, dans ce même article, que les banques mutualistes ou

1. Le dedicataire de ces lignes s'est toujours intéressé aux différents modes d'exercice des activités professionnelles. Dans un article prémonitoire (DAIGRE J.-J., « Libres propos sur l'avenir du droit des sociétés d'assurances mutuelles », *Rev. soc.* 2000, p. 139), il explique que « la technique de la mutualisation ne cesse d'étendre son empire [même si elle] se trouve en état de défense face à l'expansion de la forme dominante de l'économie ». Il en conclut que les mutuelles doivent préserver « ce qui fait leur originalité : l'esprit de solidarité et d'égalité ».

coopératives – comme les banques et les caisses de crédit municipal – sont « habilitées d'une façon générale à recevoir du public des fonds à vue ou à moins de deux ans de terme ». Par ailleurs, les banques mutualistes ou coopératives – comme les caisses de crédit municipal – « peuvent effectuer toutes les opérations de banque dans le respect des limitations qui résultent des textes législatifs et réglementaires qui les régissent », alors que seules « les banques peuvent effectuer toutes les opérations de banque ».

La compétence des banques mutualistes ou coopératives est donc limitée par rapport à celle des banques, même si, en pratique, les réseaux mutualistes ou coopératifs se sont largement développés, au point de racheter ou de développer des banques (au sens juridique du terme ou banques commerciales selon l'expression retenue par la pratique).

3. Principe de subsidiarité. – Le mode d'organisation des banques mutualistes ou coopératives est fondamentalement différent de celui des autres établissements. Certes, dans les deux cas, la structure est pyramidale, mais le pouvoir vient du haut dans les banques commerciales, tandis qu'il provient de la base dans les réseaux mutualistes et coopératifs.

Ces réseaux sont peu ou prou organisés de la même manière avec à chaque fois un échelon local, un échelon intermédiaire et un échelon national. Cette organisation s'appuie sur le principe de subsidiarité : chaque niveau doit résoudre ses difficultés avant de les faire remonter à l'échelon supérieur, tout en sachant que l'échelon local ne peut exister sans l'échelon national ; et l'échelon national outrepasserait ses droits s'il empiétait sur le local. Il s'agit donc d'une architecture décentralisée et non pas déconcentrée.

Par ailleurs, ces réseaux reposent aussi sur un mécanisme démocratique, à base de votes successifs, permettant de remonter jusqu'au sommet. C'est un particularisme très fort que l'on ne retrouve absolument pas au sein de banques commerciales comme *BNP Paribas* ou *Société Générale*, lesquelles sont dirigées de haut en bas selon un principe hiérarchique, laissant tout de même une place à la déconcentration, mais en aucun cas à la décentralisation. Cette démocratie bancaire des réseaux mutualistes est d'ailleurs souvent assez tendue et certains conflits ont été tranchés devant les tribunaux, tandis que d'autres l'ont été par médias interposés.

Plus concrètement, trois grands réseaux existent : le *Crédit Agricole* (C. mon. fin., art. L. 512-20 à L. 512-54 et R. 512-2 à R. 512-48), le *Crédit Mutuel* (C. mon. fin., art. L. 512-55 à L. 512-59 et R. 512-19 à R. 512-25) – lequel comprend aussi le *Crédit mutuel agricole et rural* C. mon. fin., art. L. 512-60 et R. 512-26 –, et enfin cet ensemble regroupant à la fois les *Banques Populaires* (C. mon. fin., art. L. 512-2 à L. 512-13 et R. 512-1) et les *Caisses d'épargne* (C. mon. fin., art. L. 512-85 à L. 512-108 et R. 512-47 à R. 512-58) au sein de *BPCE*, tout en sachant que le *Crédit maritime mutuel* (C. mon. fin., art. L. 512-68 à L. 512-84 et R. 512-27 à R. 512-46) a pour société mère *BPCE*.

4. Plan. – Le mutualisme bancaire présente donc cette caractéristique d'être pleinement enraciné dans les territoires, tout en étant soumis à une organisation

centrale. C'est la force et la faiblesse de ces banques mutualistes qui sont comme tiraillées entre le local et le central. Ainsi, le mutualisme peut-il être vu d'en bas (I) ou d'en haut (II).

I – LE MUTUALISME VU D'EN BAS

5. Territoires. – Ce qui fait la force du mutualisme, c'est son ancrage dans les territoires. Il est ainsi proche de ses clients, qu'il s'agisse de particuliers ou d'entreprises. Ce sont d'ailleurs celles-ci qui ont directement créé les différentes structures mutualistes pour répondre à un besoin concret, résultant notamment de la difficulté à obtenir des concours bancaires auprès des banques commerciales.

6. Échelon local. – Le socle et le point de départ du mutualisme résident dans la figure essentielle du sociétaire. Les chiffres sont d'ailleurs éloquentes. Les sociétaires sont au nombre de 7,7 millions au *Crédit Mutuel*, de 6,9 millions au *Crédit Agricole*, de 5 millions à la *Caisse d'épargne* et de 3,9 millions aux *Banques Populaires*. Cela donne un total de 23,5 millions de sociétaires dans les différents réseaux mutualistes ou coopératifs. Il s'agit donc d'une force très puissante. Pour autant, le fait d'être sociétaire n'offre que peu de pouvoirs à ces détenteurs de parts sociales. Certes, il est possible d'assister aux assemblées générales et d'y voter ; mais ce pouvoir politique est très réduit. Quant aux droits financiers, ils ne sont guère plus importants. Selon la loi du 10 septembre 1947 sur le statut de la coopération, le rendement ne peut dépasser le taux moyen des obligations des sociétés privées, lequel, en 2015, était de 0,96 % (alors que les intérêts sont considérés comme des dividendes au regard de la fiscalité). Cela n'en fait pas un produit attractif, ce qui explique que la revente puisse être particulièrement difficile.

Ces sociétaires se regroupent ensuite dans des structures locales : 2 124 caisses locales de *Crédit Mutuel*, 2 512 caisses locales de *Crédit Agricole*, 227 sociétés locales d'épargne. La taille de ces structures est donc amenée à varier sensiblement selon les banques mutualistes.

7. Échelon intermédiaire. Certaines structures intermédiaires ne sont pas limitées territorialement. C'est le cas de *Casden* ou du Crédit coopératif au sein des *Banques Populaires*. C'est le cas aussi de la Fédération du Crédit mutuel agricole et rural qui a une vocation nationale sur le marché de l'agriculture (au sein du *Crédit Mutuel*). Mais de manière habituelle, la référence classique reste le territoire régional. Ainsi, il y a 39 caisses régionales au *Crédit Agricole*, 17 *Caisses d'épargne*, 13 *Banques Populaires* régionales et 18 groupes régionaux pour le *Crédit Mutuel*. Même s'il faut laisser beaucoup de souplesse à chaque organisation, on peut néanmoins recommander une rationalisation pour que les régions mutualistes aient une physionomie semblable à celle des régions administratives françaises.

Le cas du *Crédit Mutuel* est particulier car les groupes régionaux peuvent avoir une caisse interfédérale. C'est le plus souvent le cas, car il existe désormais cinq

fédérations au sein du *Crédit Mutuel* : CM11-CIC, CM Arkéa, CM Nord Europe, CM Océan, CM Maine Anjou Basse Normandie.

À notre sens, c'est à cause de cet échelon interfédéral que les difficultés sont apparues au sein du *Crédit Mutuel*. Dans les autres réseaux, un équilibre a pu peu ou prou être maintenu, alors qu'au sein du *Crédit Mutuel*, la structure est devenue totalement déséquilibrée.

Ainsi, CM11-CIC regroupe onze groupes régionaux, menés par l'un d'entre eux, le *Crédit Mutuel Centre Est Europe*, dont le siège est à Strasbourg. Ce groupe régional avait racheté le *Crédit industriel et commercial* (CIC) lors de sa privatisation en 1998. On est donc en présence d'un groupe mutualiste régional qui détient une banque commerciale ayant des activités sur tout le territoire français et à l'international. La fédération CM11-CIC a son siège à Strasbourg. En 2014, elle a réalisé 70 % des trois milliards d'euros de résultat du groupe. Elle est donc en nette position de force au sein de l'ensemble du *Crédit Mutuel*. Il est impossible aussi de ne pas évoquer la figure de Michel Lucas qui a constitué cet ensemble, tout en étant à la tête du groupe de presse *Ebra*, lequel comprend onze titres dont *Les Dernières nouvelles d'Alsace*, *L'Est Républicain*, *Le Républicain lorrain*, *Le Progrès*, *L'Alsace* et *Le Dauphiné libéré*. En 45 ans, et sous sa houlette, l'ancienne fédération d'Alsace-Lorraine est passée de 450 collaborateurs à plus de 75 000. En janvier 2016, Michel Lucas a cédé la présidence du *Crédit Mutuel Centre Est Europe* à Nicolas Théry. Ce dernier, inspecteur des finances, avait travaillé auparavant au cabinet de Dominique Strauss-Kahn au ministère de l'Économie et des Finances puis à la CFDT et à la Commission européenne.

À l'Ouest, le *Crédit Mutuel Arkéa* est composé de trois groupes régionaux : le *Crédit Mutuel de Bretagne*, le *Crédit Mutuel du Sud-Ouest* et le *Crédit mutuel du Massif central* (qui a demandé à quitter cette fédération afin de rejoindre CM11-CIC). La fédération dite *Crédit Mutuel Arkéa* a son siège à Brest. Elle a dégagé en 2015 un résultat net de 296 millions d'euros (en nette hausse par rapport aux 269 millions d'euros de 2014). *Arkéa* tient beaucoup à son indépendance, d'autant qu'il emploie 9 000 salariés, dont 2 000 au siège de Brest, étant ainsi l'un des plus gros employeurs privés de la région de Brest. Cette fédération de Brest est d'ailleurs soutenue par des élus politiques de tous bords, dans la perspective de préserver l'emploi et l'activité économique de la région. Cet ensemble est dirigé par Jean-Pierre Denis, inspecteur des finances lui aussi, qui fut secrétaire général de l'Élysée sous Jacques Chirac.

Par ailleurs, ces deux entités ont développé des filiales dans de multiples secteurs. Comme cela a déjà été souligné, le *Crédit Mutuel Centre Est Europe* a racheté le *CIC*, lequel reste une banque commerciale de dimension nationale et internationale. De la même manière, *Arkéa* est propriétaire de *Fortunéo* et a développé une compétence certaine en matière de *fintechs*, notamment par le biais de *Leetchi*, et ces deux établissements, comme d'autres, ne sont pas limités géographiquement.

II – LE MUTUALISME VU D'EN HAUT

8. Union bancaire européenne. – À l'échelon national, et jusqu'à présent, deux organes se trouvent toujours au sommet de chacune de ces banques mutualistes ou coopératives, l'un de ces organes étant la fédération nationale (ou confédération nationale) qui est l'organe politique. Or, avec la création de l'Union bancaire européenne, la BCE souhaitait harmoniser les règles de fonctionnement du secteur bancaire, spécialement dans le secteur mutualiste qui présente de nombreuses particularités en France comme à l'étranger. Concrètement, la BCE ne peut contrôler que des établissements de crédit et non pas des associations. Or, jusqu'à présent, le *Crédit Mutuel* reste une association, tandis que les *Banques Populaires* et le *Crédit Agricole* ont déjà modifié en partie leur organisation.

9. Banques Populaires et Caisses d'épargne. – Aux *Banques Populaires* et aux *Caisses d'épargne*, si des fédérations nationales existent pour chacun des réseaux historiques (FNBP et FNCE), c'est en réalité *BPCE* qui joue un rôle central. En effet, depuis 2009, la *Banque fédérale des Banques Populaires* et la *Caisse nationale des caisses d'épargne* ont fusionné au sein d'une nouvelle entité devenue *BPCE*. Il faut se souvenir qu'à cette époque, les deux groupes étaient au bord de la défaillance à la suite de la crise financière. Il fallait donc agir vite et parer au plus pressé. Et, en effet, malgré des accusations de prise illégale d'intérêts rejetées par le tribunal correctionnel de Paris le 24 septembre 2015, puis par la cour d'appel de Paris le 30 juin 2017, François Perrol, le nouveau dirigeant de *BPCE* a incontestablement réussi sa mission de sauvetage. Mais pour y parvenir, il a dû prendre ses distances avec les modes de gestion habituels au sein des deux groupes bancaires. On est donc en présence d'un système qui affaiblit incontestablement le caractère mutualiste du groupe.

10. Crédit Agricole. – Au *Crédit Agricole*, une évolution similaire a eu lieu. Ainsi, dans un premier temps, *Crédit Agricole SA (CASA)* est devenu le véritable organe central du *Crédit Agricole*. À ce titre, il veille à la cohésion et au bon fonctionnement du réseau et représente le groupe auprès des autorités bancaires. Il est responsable du développement stratégique et il garantit aussi l'unité financière du groupe (en tant que banque centrale). Par ailleurs, c'est au sein de *CASA* que sont rassemblées l'ensemble des filiales du groupe, comme *LCL*, *Cacib* ou *Sofinco*. Le capital de *CASA* est détenu majoritairement par les caisses régionales, tandis que le reste des titres de capital est admis aux négociations sur le marché réglementé. Jusqu'à présent, *CASA* détenait environ 25 % du capital de chacune des caisses régionales (à l'exception de la Corse), ce qui lui permettait de recevoir 25 % des résultats des banques régionales. On était donc en présence d'une boucle d'auto-contrôle qui était mal perçue par la Banque centrale européenne et par les investisseurs. Celle-là a alors demandé une réforme de la gouvernance du groupe. *CASA* n'est donc plus désormais qu'une filiale détenue par les banques régionales. Est-ce pourtant l'unique raison de cette réorganisation ? Il est permis d'en douter. En effet, *CASA* a effectué de mauvais choix stratégiques au début des années 2000,

spécialement par des investissements hasardeux à l'international sur les marchés financiers ou par l'acquisition de filiales bancaires (spécialement la banque grecque *Emporiki*). La nomination de l'ancien secrétaire général de la fédération à la direction générale de *CASA*, après l'éviction brutale de son prédécesseur, explique en grande partie l'aboutissement de cette réforme de la gouvernance qui tardait à se mettre en place, d'autant que le président de la *FNCA* est aussi devenu le président de *CASA*. On peut donc dire que, désormais, la fédération nationale a repris le pouvoir au sein du *Crédit Agricole*. On est en présence d'une situation qui est totalement inversée par rapport à celle de *BPCE*.

11. *Crédit Mutuel*. – La situation au *Crédit Mutuel* est beaucoup plus confuse. Jusqu'à présent, la confédération nationale du *Crédit Mutuel* est une association, au sens de la loi de 1901, tout en étant l'organe central du réseau au sens du Code monétaire et financier. La caisse centrale, quant à elle, est l'organisme financier national, dont le capital est détenu par l'ensemble des caisses fédérales. Elle gère la liquidité des groupes régionaux et organise la solidarité financière du *Crédit Mutuel*. Or, ces deux organes centraux sont en réalité dirigés essentiellement par ceux qui sont en charge de *CM11-CIC*, car cette fédération étant plus que majoritaire au sein du *Crédit Mutuel*, toute décision peut immédiatement sembler impartiale pour *Arkéa*. Ainsi, Michel Lucas était président de la confédération nationale tout en dirigeant *CM11-CIC*, avant d'être remplacé par Nicolas Théry, le 21 mars 2016 (lequel a aussi été nommé président du conseil d'administration de la caisse nationale).

12. Rationalisation. – Les autorités de tutelle ont demandé aux dirigeants du *Crédit Mutuel* de rationaliser leur structure et, notamment, d'abandonner le statut d'association. Ainsi, par un communiqué conjoint de la confédération nationale et de la caisse centrale en date du 17 décembre 2015, il est indiqué que les conseils d'administration de ces deux entités « réunis le 16 décembre ont arrêté les modalités de leur fusion par absorption de la caisse centrale de *Crédit Mutuel* par la confédération nationale de *Crédit Mutuel* et décidé de proposer à leurs sociétaires de l'approuver lors des assemblées générales qu'ils ont convoquées pour le 20 janvier 2016 ». Il est ajouté dans ce même communiqué que « cette fusion est soumise à l'agrément de la Banque centrale européenne ». L'objectif était de transformer la confédération en société coopérative à capital variable pour protéger le mode de fonctionnement mutualiste du *Crédit Mutuel* (alors que la Banque centrale européenne demandait initialement un statut de société anonyme). Un conseil d'administration devait être mis en place comprenant dix-huit administrateurs (neuf pour *CM11-CIC*, trois pour *Arkéa*, deux pour *Crédit Mutuel Nord Europe* et un pour chacune des autres fédérations, auxquels il fallait ajouter deux administrateurs indépendants). Par ailleurs, les règles de majorité étaient modifiées par rapport à celles qui existaient avec le statut d'association : une majorité simple pour les décisions ordinaires, une majorité des deux tiers pour les décisions d'importance (sanction d'une caisse ou d'une fédération, modification de la circonscription d'une fédération, par exemple), une majorité des trois quarts (avec un vote positif des deux administrateurs indépendants) pour le retrait d'agrément d'un dirigeant.

Pour les dirigeants d'*Arkéa*, cette réforme était considérée comme illégale. En effet, la caisse centrale étant inscrite dans la loi, il pouvait sembler surprenant qu'une assemblée générale puisse décider de sa disparition sans qu'une loi l'y autorise. Pour cette raison, le tribunal de grande instance de Paris a été saisi et, par sa décision du 19 janvier 2016, il a annulé le projet de fusion dès lors qu'il n'avait pas été adopté à l'unanimité. Néanmoins, le tribunal a confirmé la nécessité d'une réforme, compte tenu de l'évolution de la réglementation européenne.

Pour tenir compte de cette décision du tribunal et sans attendre le résultat du recours, la confédération nationale s'est réunie en assemblée générale le 21 mars 2016. La forme juridique d'association a été maintenue, mais les statuts ont été modifiés à la majorité de 85,6 % des voix pour tenir compte de la position des autorités de tutelle et de supervision (les voix contre étant celles d'*Arkéa*). Cette réforme des statuts a spécialement concerné les questions de gouvernance. Ainsi, il était prévu de réduire le nombre d'administrateurs à dix-huit (dont deux indépendants), d'instituer une direction générale distincte de celle des groupes régionaux, d'instaurer des limites d'âge pour les administrateurs et les dirigeants, de préciser les mécanismes de sanction et les mécanismes de solidarité. La caisse centrale ayant été maintenue en tant qu'établissement de crédit, ces nouvelles règles de gouvernance y ont été dupliquées. L'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) a salué, dans un communiqué du 28 mars 2016, « une réforme qui renforce les pouvoirs de l'organe central sur ses affiliés et améliore son dispositif de gouvernance conformément aux souhaits du superviseur bancaire ». Et l'ACPR d'ajouter que « quel que soit le périmètre des groupes mutualistes et coopératifs, ceux-ci doivent (...) être dotés d'un organe central disposant de pouvoirs lui permettant, sous le contrôle du superviseur, d'assurer une solidarité effective à l'intérieur du groupe avec une gouvernance adaptée à ses responsabilités ». *Arkéa*, en revanche, a décidé de contester ce vote de l'assemblée générale devant les tribunaux.

13. Un groupe ou deux groupes ? – Pour *Arkéa*, il est possible qu'il y ait deux groupes avec une unique appellation « *Crédit Mutuel* ». À l'inverse, la confédération estime logiquement qu'il n'y a qu'un seul groupe. C'est la position aussi de Mario Draghi, président de la Banque centrale européenne. Selon lui, le *Crédit Mutuel* est vraiment un groupe, dont l'organe central est la confédération nationale, et ce groupe doit être soumis à une surveillance prudentielle sur une base consolidée. Un recours gracieux contre cette décision ayant été rejeté, un recours contentieux a été déposé par *Arkéa* devant la Cour de justice de l'Union européenne. Néanmoins, une rencontre importante a eu lieu le 3 mai 2016 entre le président de la confédération nationale et le président du *Crédit Mutuel Arkéa*. Ce dernier a demandé, à cette occasion, que se mette en place une « séparation ordonnée » entre *Arkéa* et le *Crédit Mutuel*, faute de quoi les procédures contentieuses en cours seraient poursuivies. C'est par des communiqués des deux entités, en date du 18 mai 2016, que l'état de blocage est apparu plus fort encore. Ce même jour, le conseil d'administration de la confédération nationale s'est réuni et a rejeté l'intégralité des propositions d'*Arkéa*. Pour *Arkéa*, « ces propositions étaient de nature à

trouver un accord avec la confédération et permettre la reconnaissance de l'existence de deux groupes bancaires autonomes et concurrents sur l'ensemble de leurs métiers et cela dans le strict respect du droit et des intérêts de tous ». À l'inverse, « la confédération nationale réaffirme son souhait de préserver l'intégrité territoriale du *Crédit Mutuel* représenté par la confédération nationale ».

Il est d'ailleurs intéressant de souligner que l'agence de notation *Moody's* a considéré que l'appartenance d'*Arkéa* au groupe *Crédit Mutuel* représentait deux crans de plus dans la notation de crédit. Aussi, compte tenu des risques de séparation, l'agence de notation, le 31 mai 2016, a placé sous perspective négative, contre stable auparavant, la note de dépôt à long terme de *Crédit Mutuel Arkéa*. En effet, selon *Moody's*, la probabilité qu'*Arkéa* quitte le groupe *Crédit Mutuel* la priverait du bénéfice du mécanisme de soutien mutuel qui existait.

Quant à l'Autorité de la concurrence, elle a estimé à trois reprises en 2016 que les deux fédérations étaient concurrentes compte tenu de leur autonomie juridique et stratégique. Toutefois, par une décision non encore publiée de juin 2017, elle a retenu que le groupe *Crédit Mutuel* constituait une entreprise unique au regard du droit de la concurrence. Selon l'Autorité, la Caisse nationale constitue l'organe central du réseau dès lors qu'elle établit des comptes consolidés, qu'elle tient à jour la liste des caisses et qu'elle peut prononcer des sanctions.

14. Plan de rétablissement et plan de résolution. – Chaque année, le superviseur européen des banques demande à chaque établissement qui dépend de son contrôle son plan de rétablissement et son plan de résolution. Or, en 2015 et en 2016, *Arkéa* a refusé de transmettre à la confédération nationale les documents la concernant, préférant les adresser directement à la Banque centrale européenne et à l'ACPR. Pour les dirigeants d'*Arkéa*, il y aurait dans ces plans des informations particulièrement sensibles que le *CIC*, considéré comme un concurrent direct, n'aurait pas à connaître. Face à ce refus, la confédération a saisi le tribunal administratif de Rennes pour contraindre *Arkéa* de lui transmettre ces documents. Mais, par une ordonnance de référé du 25 août 2016, le tribunal administratif a débouté la confédération nationale en donnant raison à *Arkéa*. Une telle solution aboutissait à remettre en cause l'existence d'un groupe unique *Crédit Mutuel*, comme le souhaitait justement *Arkéa*. Or, si le législateur prévoit l'existence d'un organe central, celui-ci doit logiquement être chargé de centraliser les informations, notamment pour établir des plans de rétablissement et de résolution communs et cohérents. La confédération a déposé un pourvoi en cassation devant le Conseil d'État en estimant que ce jugement remettait en cause les règles de supervision des groupes organisés autour d'un organe central. Le 13 décembre 2016, le Conseil d'État a cassé l'ordonnance du tribunal administratif de Rennes, donnant ainsi raison à la confédération nationale « agissant dans le cadre de ses prérogatives d'organe central ». Il revient donc au *Crédit Mutuel Arkéa* d'adresser sous astreinte son plan préventif de rétablissement et son plan de résolution à la confédération nationale afin que celle-ci les transmette aux autorités de tutelle.

De la même manière, le régulateur européen a exigé une clarification du mécanisme de solidarité nationale au sein du groupe *Crédit Mutuel*. Ainsi, le conseil

d'administration de la confédération nationale, réuni le 14 septembre 2016, a adopté ces nouvelles règles. Mais, là encore, *Arkéa* a décidé de contester cette délibération en formant un recours devant le Conseil d'État.

15. Marque. – Selon *Arkéa*, la dénomination « *Crédit Mutuel* » ne constituerait pas une marque. Il s'agirait d'une simple appellation qui devrait pouvoir être utilisée par l'ensemble des fédérations car elle décrirait un mode particulier d'exercice de l'activité bancaire défini par le Code monétaire et financier. Deux décisions ont été rendues à ce sujet. Une première a été rendue par le Conseil d'État le 20 mai 2016 (n° 376823). En réalité, il s'estime incompétent, en rappelant que, selon l'article 716-3 du Code de la propriété intellectuelle, « les actions civiles et les demandes relatives aux marques (...) sont exclusivement portées devant les tribunaux de grande instance ». Toutefois, ce qui est intéressant dans cette décision, c'est ce qui y est indiqué de manière implicite : « Considérant que le litige soulevé par la fédération du Crédit Mutuel de Bretagne et autres porte sur les conditions dans lesquelles la CNCM, titulaire de la marque collective “Crédit Mutuel”, accorde, conformément au règlement d'usage de cette marque, le droit d'utiliser cette dernière aux filiales des caisses de crédit mutuel pour l'exercice de leur activité ». Le Conseil d'État reconnaît donc l'existence d'une marque collective *Crédit Mutuel* dont la confédération nationale est bien titulaire. Pour autant, cette première décision n'était qu'une déclaration d'incompétence de la part du Conseil d'État. Quelques jours plus tard, le 26 mai 2016, le tribunal de grande instance de Paris a rendu lui aussi une décision portant sur la marque *Crédit Mutuel* et, plus précisément, sur les conditions d'exploitation de cette marque. À cette occasion, il a rejeté la demande d'*Arkéa*. Telle est aussi la position de l'Office européen des marques.

Cela explique que le conseil d'administration de la confédération nationale, réuni le 16 novembre 2016, ait décidé d'engager un travail prospectif sur la marque *Crédit Mutuel*. Celle-ci est en effet considérée comme la marque bancaire préférée des Français, ce qui constitue indéniablement un atout car la confiance est essentielle en matière financière. Comme le précise le communiqué, il s'agit de « renforcer encore cet avantage face à de nouveaux entrants aux marques fortes ». C'est une référence à peine voilée à l'arrivée d'*Orange* dans le domaine bancaire.

16. Procédure de sanction. – Même s'il est clairement indiqué que des sanctions puissent être prononcées par un organe central mutualiste contre l'une des structures intermédiaires, il est rare en pratique que cette occasion se présente. Pourtant, l'assemblée générale de la fédération nationale du *Crédit Mutuel* a décidé, le 12 octobre 2016, d'ouvrir une procédure de sanctions à l'encontre du *Crédit Mutuel Arkéa*. Malgré cela, les fédérations de Bretagne, du Sud-Ouest et du Massif central, convoquées en assemblées générales du 19 au 21 octobre 2016, ont pris position à 96,4 % sur la création d'un organe central distinct de celui du groupe, malgré les réserves émises par trois syndicats de salariés d'*Arkéa*. Aussi, le conseil d'administration de la confédération nationale s'est réuni en formation disciplinaire le 11 janvier 2017. Quatre griefs étaient soulevés : 1° la communication des documents nécessaires à l'exercice du contrôle prudentiel ; 2° la

soumission à l'obligation de solidarité ; 3° le respect des règlements d'usage et des chartes graphiques des marques collectives du *Crédit Mutuel* ; 4° l'ouverture de guichets automatiques de banque sous la marque *Crédit Mutuel* dans les gares en dehors du territoire du *Crédit Mutuel Arkéa*. Les deux premiers points étant devenus inopérants, seul un blâme a été prononcé, à l'issue d'une procédure contradictoire. Pour autant, *Arkéa* a décidé de contester cette sanction.

17. Conclusion. – Au début de cette brève étude, les termes de collaboration, d'entraide et de solidarité étaient mis en exergue, mais la situation est en pratique assez éloignée de cet idéal mutualiste. Les trois groupes ont choisi leur propre voie. Les *Banques Populaires* et les *Caisses d'épargne* sont très étroitement dirigées par *BPCE*, tandis que leurs fédérations respectives jouent un rôle assez effacé. Le *Crédit Agricole* a vu un renversement total de sa gouvernance au cours de l'année écoulée : *CASA* n'a pas résisté à la crise financière et c'est la fédération nationale qui a repris le pouvoir. Reste le cas du *Crédit Mutuel*... Les règles d'organisation sont fixées par le Code monétaire et financier : il appartient donc au législateur, et à lui seul, de décider quelle structure de tête il convient de privilégier. C'est à lui qu'il revient de modifier la gouvernance et de transformer ce statut bancal d'association. Faut-il pour autant réunir les deux structures existantes en une seule ? Nous ne le pensons pas, car cela fait partie de l'essence du mutualisme : il appartient au législateur français d'expliquer à la Banque centrale européenne ce particularisme bancaire français.

Pour autant, même si le législateur intervenait, le conflit ne serait pas encore résolu. Peut-être faut-il trancher le nœud ? À notre sens, la question vient de la place des filiales. Il faut faire remonter les filiales non mutualistes vers l'organe central, comme c'est le cas chez *BPCE* ou *CASA*. Cela veut dire concrètement que le *CIC* ne devrait plus être une filiale d'une entité territoriale et, de la même manière, les filiales d'*Arkéa* devraient être rattachées à la tête. Évidemment, cette proposition est explosive, mais c'est la seule solution pour que cette guerre de tranchées cesse au plus tôt.

Pourtant, après avoir avancé cette suggestion, on peut se poser une autre question qui vient annihiler la première position : qu'est-ce qu'un territoire bancaire à l'heure du numérique ? Certes, des guichets automatiques ont été ouverts par *Arkéa* en dehors de son territoire. Mais les guichets automatiques se trouvent désormais dans la poche des utilisateurs, lesquels peuvent franchir librement les frontières de leurs territoires en emportant leur banque avec eux...

Mélanges en l'honneur de JEAN-JACQUES DAIGRE

Séna AGBAYISSAH
Jean-Jacques ANSAULT
Jean-François BARBIERI
Jean-Pierre BERTREL
Thierry BONNEAU
Jean-Pierre BORNET
Xavier BOUCOBZA
Loïc CADIET
Marie CAFFIN-MOI
Anne-Laure
CHAMPETIER
DE RIBES-JUSTEAU
Jérôme CHARCONAC
Marielle COHEN-
BRANCHE
Pierre-Henri CONAC
Alain COURET
Katrin DECKERT
Yves DE CORDT
Pierre DE RAVEL
D'ESCLAPON
Philippe DEROUIN
Bertrand DE SAINT MARS
Olivier DOUVRELEUR
Bénédicte FRANÇOIS
Marie-Anne FRISON-
ROCHE
Dorothee GALLOIS-
COCHET
Antoine GAUDEMET

Michel GERMAIN
Alain GHOZI
Jean-Éric GICQUEL
Alain GOURIO
Philippe GOUTAY
Thierry GRANIER
Jean-Claude HALLOUIN
Alice HANNOUILLE
Marc HENRY
Emmanuel JOUFFIN
Franck JULIEN
Dominique LEGEAS
Hervé LE NABASQUE
Grégoire LOISEAU
Eric LOQUIN
Catherine MALECKI
Pierre-Grégoire MARLY
Didier R. MARTIN
Franck MARTIN
LAPRADE
Juliette MEADEL
Khadija MEDJAOUI
Michel MENJUCQ
Anne-Dominique
MERVILLE
Jacques MESTRE
François MORARD
Juliette MOREL-
MAROGER
Renaud MORTIER

Jacques MOURY
Georges NAFFAH
Fady NAMMOUR
Sébastien NEUVILLE
Maurice NUSSENBAUM
Yann PACLOT
Pauline PAILLER
Gilbert PARLEANI
Alain PIETRANCOSTA
Jean-Philippe PONS-
HENRY
Didier PORACCHIA
Sébastien PRAICHEUX
André PRUM
Anne RABREAU
Jacques RAYNARD
Isabelle RIASSETTO
Nicolas RONTCHEVSKY
Anne-Claire ROUAUD
Stéphane ROUSSEAU
Myriam ROUSSILLE
Konstantinos SERGAKIS
Blanche SOUSI
Michel STORCK
Hervé SYNDET
Isabelle URBAIN-
PARLEANI
Jean-Paul VALUET
Hubert de VAUPLANE

